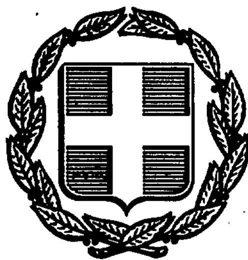


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 15 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1990	ΤΕΥΧΟΣ ΔΕΥΤΕΡΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 718

ΥΠΟΥΡΓΙΚΕΣ ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ & ΕΓΚΡΙΣΕΙΣ

Αριθ. 22935/2496

Κύρωση των τροποποιήσεων και συμπληρώσεων στη Σύμβαση για τις διεθνείς σιδηροδρομικές μεταφορές (COTIF) της 9ης Μαΐου 1980.

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΚΑΙ ΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

Έχοντας υπόψη:

1. Τις διατάξεις των άρθρων 19 και 21 της σύμβασης για τις διεθνείς σιδηροδρομικές μεταφορές (COTIF) της 9ης Μαΐου 1980, η οποία κυρώθηκε με το Νόμο 1593/86 (ΦΕΚ 59/Α/30.4.86).

2. Το άρθρο έκτο του Νόμου 1593/1986, «περί κυρώσεως της σύμβασης για τις διεθνείς σιδηροδρομικές μεταφορές (COTIF) και της τελικής πράξης της όγδοης Αναθεωρητικής Διάσκεψης των διεθνών Συμβάσεων για τη μεταφορά εμπορευμάτων (CIM) και επιβατών και αποσκευών (CIV) με το σιδηρόδρομο».

3. Τη με αριθ. 44264/4294/27.11.89 απόφασή μας με την οποία εγκρίθηκε η μετάβαση εκπροσώπου του Ο.Σ.Ε. στη Βέρνη (14-21.12.89), προκειμένου να παρευρεθεί στις εργασίες της Αναθεωρητικής Επιτροπής του Οργανισμού για τις διεθνείς σιδηροδρομικές μεταφορές (COTIF).

4. Τις αποφάσεις της Αναθεωρητικής Επιτροπής κατά τη σύνοδο αυτής στη Βέρνη από 14 μέχρι 21 Δεκεμβρίου 1989.

5. Τη με αριθ. 289134/4.1.90 αναφορά του Ο.Σ.Ε. με την οποία μας υποβλήθηκαν τα κείμενα των αποφάσεων της Αναθεωρητικής Επιτροπής στη Γαλλική και Ελληνική γλώσσα, αναφορικά με τις τροποποιήσεις και συμπληρώσεις στους Ενιαίους Νομικούς Κανόνες σχετικά με τη σύμβαση της διεθνούς σιδηροδρομικής μεταφοράς επιβατών και αποσκευών - CIN (παράρτημα Α στη COTIF) και στους Ενιαίους Νομικούς Κανόνες σχετικά με τη σύμβαση της διεθνούς σιδηροδρομικής μεταφοράς εμπορευμάτων - CIM (παράρτημα Β στη COTIF), αποφασίζουμε:

1. Κυρώνουμε τις τροποποιήσεις και συμπληρώσεις, στους Ενιαίους Νομικούς Κανόνες σχετικά με τη σύμβαση της διεθνούς σιδηροδρομικής μεταφοράς επιβατών και αποσκευών (CIV) και στους Ενιαίους Νομικούς Κανόνες σχετικά με τη σύμβαση της διεθνούς σιδηροδρομικής μεταφοράς εμπορευμάτων (CIM), της σύμβασης COTIF, όπως αυτές αποφασίσθηκαν από την Αναθεωρητική Επιτροπή του OTIF, κατά τη σύνοδο αυτής που πραγματοποιήθηκε στη Βέρνη από 14 μέχρι 21 Δεκεμβρίου 1989.

2. Τα κείμενα των, κατά την προηγούμενη παράγραφο, τροποποιήσεων και συμπληρώσεων της σύμβασης COTIF στη γαλλική και σε μετάφραση στην Ελληνική έχουν ως εξής:

Article 17 CIV

Le § 3 est supprimé.

Article 19 CIV

Cet article a la teneur suivante:

"§ 1 Sauf exception prévue par les tarifs internationaux, l'enregistrement des bagages n'a lieu que sur la présentation de billets valables au moins jusqu' à la destination des bagages.

Lorsque les tarifs prévoient que des bagages peuvent être admis au transport sans présentation de billets, les dispositions des Règles uniformes fixant les droits et obligations du voyageur relatifs à ses bagages s'appliquent par analogie à l'expéditeur de bagages.

§ 2 Le chemin de fer se réserve la possibilité d'acheminer les bagages par un itinéraire différent de celui emprunté par le voyageur.

A la gare de départ, de même que dans les gares de correspondance où le bagage doit être transbordé, l'acheminement a lieu par le premier train approprié assurant le transport régulier des bagages.

L'acheminement des bagages ne peut avoir lieu dans les conditions indiquées ci-dessus que si les formalités exigées au départ ou en cours de route par les douanes ou d'autres autorités administratives ne s'y opposent pas

§ 3 Sauf exception prévue par les tarifs internationaux, le prix du transport des bagages doit être payé lors de l'enregistrement.

§ 4 Les tarifs ou les horaires peuvent exclure ou limiter le transport de bagages dans certains trains ou certaines catégories de trains ou à destination et en provenance de certaines gares.

§ 5 Les formalités d'enregistrement des bagages non régies par le présent article sont déterminées par les prescriptions en vigueur à la gare chargée de l'enregistrement".

Article 20 CIV

Le texte du § 4, sous lettre c), est modifié comme suit:

"c) le jour et l'heure de la remise;"

Article 25 CIV

Le texte du § 4 est modifié comme suit:

"§ 4 En cas d'application irrégulière d'un tarif ou d'erreur dans le calcul ou la perception du prix de transport et d'autres frais, le trop-perçu n'est restitué par le chemin de fer ou le moins-perçu versé à celui-ci que si la différence excède 2 unités de compte par billet ou par bulletin de bagages."

Article 38 CIV

Le texte du § 1 lettre a) est modifié comme suit:

"a) si le montant du dommage est prouvé, une indemnité égale à ce montant sans qu'elle puisse toutefois excéder 40 unités de compte par kilogramme manquant de masse brute ou 600 unités de compte par colis;"

Article 41 CIV

Le texte du § 3 et de l'alinéa premier du § 4 est modifié comme suit:

"§ 3 ... ne peut excéder 8000 unités de compte...

§ 4 ... l'indemnité totale à payer ne peut excéder 1000 unités de compte".

Article 43 CIV

Le texte du § 3 est modifié comme suit:

"§ 3 En ce qui concerne les bagages, les intérêts ne sont dus que si l'indemnité excède 8 unités de compte par bulletin de bagages".

Article 3 CIM

Le texte du § 4 est modifié comme suit:

"§ 4 Lorsque l'autorité compétente a décidé que:

a) le service sera supprimé ou suspendu en totalité ou en partie,

b) certains evnois seront exclus au admis seulement sous condition,

c) certaines marchandises seront acceptées, en priorité, au transport,

ces mesures doivent être portées sans délai à la connaissance du public et des chemins de fer; ceux-ci en informent les chemins de fer des autres Etats en vue de leur publication".

Article 11 CIM

Le texte des §§ 1 et 2 est modifié comme suit:

§ 1 ne concerne que le texte allemand

"§ 2 Le traitement conforme au § 1 doit avoir lieu immédiatement après la remise au transport de la totalité de la marchandise faisant l'objet de la lettre de voiture et, dans la mesure où les prescriptions en vigueur à la gare expéditrice le prévoient, le paiement des frais que l'expéditeur prend à sa charge ou le dépôt d'une garantie conformément à l'article 15, § 7".

Article 12 CIM

Le § 2 a la teneur suivante:

"§ 2 Les chemins de fer fixent le modèle uniforme de la lettre de voiture, qui doit comporter un duplicata pour l'expéditeur.

Pour certains trafics, notamment entre pays limitrophes, les chemins de fer peuvent prescrire, dans les tarifs, l'emploi d'une lettre de voiture de modèle simplifié.

Pour certains trafics avec des pays qui n'ont pas adhéré à la présente Convention, les tarifs peuvent prévoir le recours à une procédure spéciale".

Article 14 CIM

Le § 8 est supprimé.

Article 19 CIM

Le § 5 a la teneur suivante:

"§ 5 Les dispositions complémentaires ou les tarifs règlent le marquage des colis par l'expéditeur",

Le § 6 est supprimé.

Article 24 CIM

Le § 1 a la teneur suivante:

"§ 1 Sans préjudice du paiement de la différence du prix de transport et d'une indemnité pour dommage éventuel, le chemin de fer peut percevoir:

a) une surtaxe égale à 1 unité de compte par kg de masse brute du colis entier:

1. en cas de désignation irrégulière, inexacte ou incomplète des matières et objets exclus du transport en vertu du RID;

2. en cas de désignation irrégulière, inexacte ou incomplète des matières et objets admis au transport sous condition en vertu du RID, ou d'inobservation de ses conditions.

Les dispositions complémentaires peuvent prévoir d'autres modes de calcul de la surtaxe, notamment une surtaxe forfaitaire pour les wagons de particuliers vides.

b) une surtaxe égale à 5 unités de compte par 100 kg de masse excédant la limite de charge, lorsque le wagon a été chargé par l'expéditeur".

Le § 2 est supprimé.

Le § 3 devient § 2.

Le § 4 devient § 3.

Le § 5 qui devient le § 4 a la teneur suivante:

"§ 4 Les dispositions complémentaires précisent les cas dans lesquels aucune surtaxe ne peut être perçue".

Article 27 CIM

Les §§ 2, 3 et 4 ont la teneur suivante:

"§ 2 A défaut d'indication des délais de livraison prévue au § 1, et sous réserve des paragraphes ci-après, les délais de livraison maxima sont les suivants:

a) pour les wagons complets:
délai d'expédition .... 12 heures;
délai de transport, par fraction
indivisible de 400 km .... 24 heures;

b) pour les envois de détail:
délai d'expédition .... 24 heures;
délai de transport, par fraction
indivisible de 200 km .... 24 heures.

Toutes les distances se rapportent aux distances kilométriques d'application des tarifs.

§ 3 Le délai d'expédition n'est compté qu'une fois, quel que soit le nombre de chemins de fer empruntés. Le délai de transport est calculé sur la distance totale entre la gare expéditrice et la gare destinataire.

§ 4 Le chemin de fer peut fixer des délais supplémentaires d'une durée déterminée dans les cas suivants:

a) envois remis au transport ou livrables en dehors des gares;

b) envois empruntant:

1. des lignes dont l'écartement des rails est différent,

2. la mer ou les voies navigables intérieures,

3. une route s'il n'existe pas de liaison ferroviaire;

c) ...

d) ...".

Le § 6 a la teneur suivante:

"§ 6 Le délai de livraison commence à courir à minuit après l'acceptation au transport de la marchandise".

Le § 8 a la teneur suivante:

" 8 Le délai de livraison est suspendu les dimanches et jours fériés légaux. Il est suspendu les samedis lorsque, dans un Etat, les prescriptions en vigueur prévoient pour ceux-ci une suspension du délai de livraison en trafic ferroviaire intérieur".

Le deuxième alinéa du § 9 est supprimé.

Article 29 CIM

Le § 1 a la teneur suivante:

"§ 1 En cas d'application irrégulière du tarif ou d'erreur dans le calcul ou la perception des frais, le moins-perçu doit être payé ou le trop-perçu restitué.

Le moins-perçu n'est versé et le trop-perçu n'est restitué que s'ils excèdent 8 unités de compte par lettre de voiture. La restitution est effectuée d'office".

Article 30 CIM

Le texte du § 2 est modifié comme suit:

"§ 2 Ces ordres doivent être donnés au moyen d'une déclaration, dans la forme prescrite par le chemin de fer.

Cette déclaration doit être reproduite et signée par l'expéditeur sur le duplicata de la lettre de voiture, qui doit être présenté au chemin de fer. La signature peut être imprimée ou remplacée par le timbre de l'expéditeur.

Tout ordre donné dans une forme autre que celle prescrite est nul".

Article 31 CIM

Le texte du § 2 est modifié comme suit:

"§ 2 Ces ordres doivent être donnés au moyen d'une déclaration, dans la forme prescrite par le chemin de fer.

Tout ordre donné dans une forme autre que celle prescrite est nul".

Le texte du § 3, lettre d) est modifié comme suit:

"d) désigné conformément au § 1 c) une personne et que celle-ci a retiré la lettre de voiture, accepté la marchandise ou fait valoir ses droits conformément à l'article 28, § 4".

Article 33 CIM

Le texte du § 4 est modifié comme suit:

"§ 4 Si les instructions de l'expéditeur modifient la désignation du destinataire ou de la gare destinataire ou sont données à la gare où se trouve la marchandise, l'expéditeur doit les inscrire sur le duplicata de la lettre de voiture et présenter celui-ci au chemin de fer".

Article 34 CIM

Le texte du § 1 est modifié comme suit:

"§ 1 En cas d'empêchement à la livraison de la marchandise, le chemin de fer doit en prévenir sans délai l'expéditeur pour lui demander des instructions".

Le texte du § 2 est modifié comme suit:

"§ 2 Lorsque l'empêchement à la livraison cesse avant l'arrivée des instructions de l'expéditeur à la gare destinataire, la marchandise est livrée au destinataire. L'expéditeur doit en être avisé sans délai".

Le § 5 est supprimé.

Les §§ 6, 7 et 8 deviennent les §§ 5, 6 et 7.

Article 38 CIM

Le texte du § 2 est complété par un alinéa 2 (nouveau) qui a la teneur suivante:

«Cette présomption est en outre applicable lorsque le contrat de transport antérieur à la réexpédition était soumis à une convention internationale comparable sur le transport international ferroviaire direct, et que celle-ci contient une même présomption de droit en faveur des envois expédiés conformément aux Règles uniformes".

Article 41 CIM

Le texte du § 1, lettres a) et b) est ainsi modifié:

"§ 1 ...

a) deux pour cent de la masse pour les marchandises liquides ou remises au transport à l'état humide;

b) un pour cent de la masse pour les marchandises sèches".

Le texte du § 4 est modifié comme suit:

"§ 4 En cas de perte totale de la marchandise ou en cas de perte de colis, il n'est fait aucune déduction résultant du déchet de route pour le calcul de l'indemnité".

Article 45 CIM

L'alinéa premier a la teneur suivante:

"Lorsque le chemin de fer accorde des conditions particulières de transport par des tarifs spéciaux ou exceptionnels comportant une réduction sur le prix de transport calculé d'après les tarifs généraux, il peut limiter l'indemnité due à l'ayant droit en cas de dépassement du délai de livraison, dans la mesure où une telle limitation est indiquée dans le tarif".

Article 59 CIM

Les §§ 2 et 3 ont la teneur suivante:

"§ 2 Le chemin de fer expéditeur est responsable du prix de transport et des autres frais qu'il n'a pas encaissés, alors que l'expéditeur les avait pris à sa charge conformément à l'article 15.

§ 3 Si le chemin de fer destinataire livre la marchandise sans recouvrer les frais ou autres créances résultant du contrat de transport, il est responsable de ces montants".

Article 65 CIM

Les §§ 1 et 2 ont la teneur suivante:

"§ 1 Si la situation économique et financière d'un Etat est de nature à provoquer de graves difficultés pour l'application du Titre VI, deux ou plusieurs autres Etats peuvent, par des accords, déroger aux articles 15, 17 et 30 en décidant, pour le trafic avec l'Etat en difficulté, que:

a) Les envois au départ de chacun d'eux doivent obligatoirement être affranchis par l'expéditeur jusqu'aux frontières de l'Etat en difficulté, mais pas au-delà;

b) Les envois à destination de chacun d'eux doivent obligatoirement être affranchis par l'epxéditeur jusqu'aux frontières de l'Etat en difficulté, mais pas au-delà;

c) les envois à destination ou au départ de l'Etat en difficulté ne doivent être grevés d'aucun remboursement ni débours, sauf à les admettre dans les limites de montants déterminés;

d) l'expéditeur ne peut modifier le contrat de transport en ce qui concerne le pays de destination, l'affranchissement et le remboursement.

§ 2 Sous les conditions fixées au § 1 et avec l'autorisation de leurs Gouvernements, les chemins de fer qui sont en relation avec le chemin de fer de l'Etat en difficulté peuvent convenir d'une dérogation aux articles 15, 17, 30 et 31 dans leur trafic

réciproque avec le chemin de fer de l'Etat en difficulté.

Une telle dérogation est décidée à la majorité des deux tiers des chemins de fer en relation avec le chemin de fer de l'Etat en difficulté".

L'article 65 est complété par un nouveau § 5 qui a la teneur suivante:

"§ 5 Nonobstant les dispositions du présent article, chaque Etat peut prendre des mesures unilatérales conformément à l'article 3, § 4; lettre b)".

(1) Άρθρο 17 CIV (Αντικείμενα αποδεκτά για μεταφορά)
Η παρ. 3 διαγράφεται.

(2) Άρθρο 19 CIV (Εγγραφή και μεταφορά των αποσκευών)
Το άρθρο αυτό αναδιατυπώνεται ως εξής:

Άρθρο 19

Εγγραφή και μεταφορά αποσκευών

Παρ. 1. Εκτός από εξαίρεση προβλεπόμενης από τα διεθνή τιμολόγια, η εγγραφή των αποσκευών διενεργείται μόνον με την προσαγωγή εισιτηρίων ισχυόντων τουλάχιστον μέχρι τον προορισμό των αποσκευών.

Αν τα τιμολόγια προβλέπουν ότι οι αποσκευές μπορούν να γίνουν δεκτές προς μεταφορά χωρίς προσαγωγή εισιτηρίων, εφαρμόζονται κατ' αναλογίαν για τον αποστολέα των αποσκευών οι διατάξεις των Ενιαίων Νομικών Κανόνων που καθορίζουν τα δικαιώματα και τις υποχρεώσεις του επιβάτη αναφορικά με τις αποσκευές του.

Παρ. 2. Ο σιδηρόδρομος επιφυλλάσεται να προωθήσει τις αποσκευές μέσω διαφορετικού δρομολογίου εκείνου που ακολουθείται από τον επιβάτη.

Στο σταθμό αποστολής, όπως επίσης και στους σταθμούς ανταπόκρισης όπου πρέπει να μεταφορτωθεί η αποσκευή, η προώθηση γίνεται με την πρώτη κατάλληλη αμαξοστοιχία που εξασφαλίζει τακτική μεταφορά αποσκευών.

Η προώθηση των αποσκευών δεν μπορεί να λάβει χώρα υπό τους προαναφερθέντες όρους παρά μόνον αν δεν αντίκειται στις διατάξεις, που υφίστανται στην αφετηρία ή καθ' οδόν, των τελωνειακών ή των λοιπών διοικητικών Αρχών.

Παρ. 3. Εκτός από εξαίρεση προβλεπόμενη από τα διεθνή τιμολόγια, η τιμή μεταφοράς των αποσκευών πρέπει να καταβάλλεται κατά την εγγραφή.

Παρ. 4. Τα τιμολόγια ή τα δρομολόγια μπορούν να αποκλείουν ή και περιορίζουν τη μεταφορά αποσκευών σε ορισμένες αμαξοστοιχίες ή σε ορισμένες κατηγορίες αμαξοστοιχιών ή με κατεύθυνση ή προέλευση ορισμένους σταθμούς.

Παρ. 5. Οι διατυπώσεις εγγραφής των αποσκευών που δεν ρυθμίζονται από το παρόν άρθρο καθορίζονται από τις διατάξεις που ισχύουν στο σταθμό εγγραφής».

(3) Άρθρο 20 CIV (Δελτίο αποσκευών)
Η υποπαράγραφος γ) της παρ. 4 αναδιατυπώνεται ως εξής:
«γ) την ημέρα και την ώρα της παράδοσης.

(4) Άρθρο 25 CIV (Επιστροφή και συμπληρωματική πληρωμή)
Το κείμενο της παρ. 4 αναδιατυπώνεται ως εξής:

«Παρ. 4. Σε περίπτωση αντικανονικής εφαρμογής ενός τιμολογίου ή λάθους κατά τον υπολογισμό ή την είσπραξη της τιμής μεταφοράς και των άλλων τελών, το επί πλέον εισπραχθέν δεν επιστρέφεται από το σιδηρόδρομο ή το λιγότερο εισπραχθέν δεν καταβάλλεται σε αυτόν, αν η διαφορά δεν υπερβαίνει τις δύο λογιστικές μονάδες ανά εισιτήριο ή ανά δελτίο αποσκευών».

(5) Άρθρο 38 CIV (Αποζημίωση σε περίπτωση απώλειας)
Η υποπαράγραφος α) της παρ. 1 αναδιατυπώνεται ως εξής:

«α) αν αποδεικνύεται το ποσό της ζημίας, αποζημίωση ίση με το ποσό αυτό, το οποίο δεν μπορεί οπωσδήποτε να υπερβεί τις 40 λογιστικές μονάδες για κάθε ελλείπον χιλιόγραμμο μικτού βάρους ή τις 600 λογιστικές μονάδες για κάθε δέμα αποσκευής».

(6) Άρθρο 41 CIV (Συνοδευόμενα αυτοκίνητα)
Τα ποσά που αναφέρονται στην παρ. 3 και στην παρ. 4 εδάφιο πρώτο, τροποποιούνται ως εξής:
«παρ. 3 ..... 8.000 λογιστικές μονάδες.....»
«παρ. 4 ..... 1.000 λογιστικές μονάδες.....»

(7) Άρθρο 43 CIV (Τόκοι της αποζημίωσης)
Το κείμενο της παρ. 3 αναδιατυπώνεται ως εξής:
«Παρ. 3. Όσον αφορά τις αποσκευές δεν εισπράττονται τόκοι παρά μόνον αν η αποζημίωση υπερβαίνει τις 8 λογιστικές μονάδες ανά δελτίο αποσκευών».

(1) Άρθρο 3 CIM (Υποχρέωση ανάληψης μεταφοράς)
Το κείμενο της παρ. 4 αναδιατυπώνεται ως εξής:
«παρ. 4. Εφόσον έχει ορισθεί από την αρμόδια Αρχή ότι:
α) η υπηρεσία θα καταργηθεί ή θα ανασταλεί, ολικά η μερικά,
β) ορισμένες αποστολές θα αποκλείονται ή θα γίνονται δεκτές υπό όρους,
γ) ορισμένα εμπορεύματα θα γίνονται δεκτά πρός μεταφορά κατά προτεραιότητα, τα μέτρα αυτά πρέπει να γνωστοποιούνται αμέσως στο κοινό και στους σιδηροδρόμους, οι σιδηρόδρομοι οφείλουν να πληροφορούν σχετικά τους σιδηροδρόμους των άλλων Κρατών, για τη δημοσίευση των μέτρων αυτών».

(2) Άρθρο 11 CIM (Σύναψη της σύμβασης μεταφοράς)
Το κείμενο της παρ. 2 αναδιατυπώνεται ως εξής:
«Παρ. 2. Ο χειρισμός κατά την παρ. 1 πρέπει να γίνεται αμέσως μετά την παράδοση προς μεταφορά του συνόλου του εμπορεύματος, που αποτελεί αντικείμενο της φορτωτικής, και, κατά το μέτρο που οι ισχύουσες στο σταθμό αποστολής διατάξεις προβλέπουν τούτο, την πληρωμή των τελών που αναλαμβάνει σε βάρος του ο αποστολέας ή την κατάθεση εγγύησης σύμφωνα με το άρθρο 15 παρ. 7».

(3) Άρθρο 12 CIM (Φορτωτική)
Το κείμενο της παρ. 2 αναδιατυπώνεται ως εξής:
«Παρ. 2. Οι σιδηρόδρομοι καθορίζουν το ενιαίο υπόδειγμα της φορτωτικής, το οποίο πρέπει να περιλαμβάνει ένα αντίγραφο για τον αποστολέα.

Για ορισμένες μεταφορές, κυρίως μεταξύ ομόρων χωρών, οι σιδηρόδρομοι μπορούν να καθορίσουν, στα τιμολόγια, τη χρησιμοποίηση φορτωτικής απλουστευμένου τύπου.

Για ορισμένες μεταφορές με χώρες που δεν έχουν προσχωρήσει στην παρούσα Σύμβαση, τα τιμολόγιά μπορούν να προβλέπουν την εφαρμογή ειδικής διαδικασίας».

(4) Άρθρο 14 CIM (Δρομολόγιο και εφαρμοστέα τιμολόγια)
Η παρ. 8 διαγράφεται.

(5) Άρθρο 19 CIM (Κατάσταση, συσχευασία και σήμανση του εμπορεύματος)
Η παρ. 5 επαναδιατυπώνεται ως εξής:
«Παρ. 5. Οι Συμπληρωματικές Διατάξεις ή τα Τιμολόγια ρυθμίζουν την επισήμανση των δεμάτων από τον αποστολέα».
Η παρ. 6 διαγράφεται.

(6) Άρθρο 24 CIM (Πρόστιμα)
Η παρ. 1 επαναδιατυπώνεται ως εξής:
«Παρ. 1. Χωρίς να θίγεται η καταβολή της διαφοράς του κομίστρου και μιας αποζημίωσης για ενδεχόμενη ζημιά, ο σιδηρόδρομος μπορεί να εισπράττει:
α) πρόστιμο ίσο προς μία λογιστική μονάδα ανά χιλιόγραμμο μικτού βάρους του όλου δέματος:

1ον) στην περίπτωση αντικανονικής, ανακριβούς ή ατελούς ένδειξης των υλικών και αντικειμένων που αποκλείονται της μεταφοράς σύμφωνα με τον RID.

2ον) στην περίπτωση αντικανονικής, ανακριβούς ή ατελούς ένδειξης των υλικών και αντικειμένων που γίνονται δεκτά προς μεταφορά υπό όρους σύμφωνα με τον RID, ή μη τήρησης των όρων αυτών.

Οι Συμπληρωματικές Διατάξεις μπορούν να προβλέπουν άλλους τρόπους υπολογισμού του προστίμου, ιδίως ένα κατ' αποκοπήν πρόστιμο για τα κοινά ιδιωτικά βαγόνια.

β) πρόστιμο ίσο προς 5 λογιστικές μονάδες ανά 100 χιλιόγραμμα βάρους υπερβαίνοντος το όριο φόρτωσης, εφόσον το βαγόνι φορτώθηκε από τον αποστολέα».

Η παρ. 2 διαγράφεται.

Η παρ. 3 γίνεται παρ. 2.

Η παρ. 4 γίνεται παρ. 3.

Η παρ. 5 γίνεται παρ. 4 και αναδιατυπώνεται ως εξής:

«Παρ. 4. Οι Συμπληρωματικές Διατάξεις καθορίζουν τις περιπτώσεις στις οποίες δεν μπορεί να εισπράττεται κανένα πρόστιμο».

(7) Άρθρο 27 CIM (Προθεσμία παράδοσης)

Οι παρ. 2, 3 και 4 αναδιατυπώνονται ως εξής:

«Παρ. 2. Σε περίπτωση έλλειψης ένδειξης προθεσμίας παράδοσης προβλεπόμενης στην παρ. 1, και υπό την επιφύλαξη των παρακάτω παραγράφων, οι ανώτατες προθεσμίες παράδοσης είναι οι ακόλουθες:

α) για τα πλήρη βαγόνια:

προθεσμία αποστολής, 12 ώρες

προθεσμία μεταφοράς, ανά αδιαίρετο κλάσμα 400 χλμ., 24 ώρες.

β) για τις τμηματικές μεταφορές:

προθεσμία αποστολής, 24 ώρες.

προθεσμία μεταφοράς, ανά αδιαίρετο κλάσμα 200 χλμ., 24 ώρες.

Όλες οι αποστάσεις αντιστοιχούν σε τιμολογιακά χιλιόμετρα».

Παρ. 3. Η προθεσμία αποστολής υπολογίζεται μια μόνον φορά, ανεξάρτητα από τον αριθμό των συμμετεχόντων δικτύων. Η προθεσμία μεταφοράς υπολογίζεται επί της συνολικής διαδρομής μεταξύ σταθμού αποστολής και σταθμού προορισμού».

Παρ. 4. Ο σιδηρόδρομος μπορεί να καθορίζει συμπληρωματικές προθεσμίες ορισμένης διάρκειας, στις ακόλουθες περιπτώσεις:

α) για αποστολές που παραδίδονται προς μεταφορά ή παραλαμβάνονται εκτός της περιοχής των σταθμών.

β) για αποστολές που διενεργούνται:

1ον) μέσω γραμμών, των οποίων το πλάτος σιδηροτροχιών είναι διαφορετικό,

2ον) μέσω θάλασσας ή εσωτερικών πλωτών γραμμών,

3ον) μέσω οδού, αν δεν υπάρχει σιδηροδρομική σύνδεση.

γ) για αποστολές που τιμολογούνται με ειδικά ή εξαιρετικά εσωτερικά τιμολόγια με έκπτωση.

δ) για εξαιρετικές περιστάσεις που συνεπάγονται είτε ασυνήθιστη αύξηση της εμπορικής κίνησης είτε ασυνήθιστες δυσχέρειες εκμετάλλευσης».

Η παρ. 6 αναδιατυπώνεται ως εξής:

«Παρ. 6. Η προθεμία παράδοσης αρχίζει να τρέχει από τα μεσάνυκτα μετά την παράλαβή του εμπορεύματος προς μεταφορά».

Η παρ. 8 αναδιατυπώνεται ως εξής:

«Παρ. 8. Η προθεσμία παράδοσης διακόπτεται τις Κυριακές και τις ημέρες τοπικών εορτών. Διακόπτεται τα Σάββατα, εφόσον, σ' ένα Κράτος, οι ισχύουσες διατάξεις προβλέπουν τούτο τις ημέρες αυτές για τις εσωτερικές σιδηροδρομικές μεταφορές αυτού».

Το δεύτερο εδάφιο της παρ. 9 διαγράφεται.

(8) Άρθρο 29 CIM (Διόρθωση εισπραχθέντων ποσών)

Η παρ. 1 αναδιατυπώνεται ως εξής:

«Παρ. 1. Σε περίπτωση αντικανονικής εφαρμογής τιμολογίου ή λάθους κατά τον υπολογισμό ή την είσπραξη των τελών, το επί έλαττον εισπραχθέν πρέπει να καταβληθεί ενώ το επί πλέον να επιστραφεί.

Το επί έλαττον εισπραχθέν δεν καταβάλλεται και το επί πλέον εισπραχθέν δεν επιστρέφεται παρά μόνον όταν υπερβαίνουν τις 8 λογιστικές μονάδες ανά φορτωτική.

Η επιστροφή διενεργείται αυτεπάγγελτα».

(9) Άρθρο 30 CIM (Τροποποίηση από τον αποστολέα)

Η παρ. 2 αναδιατυπώνεται ως εξής:

«Παρ. 2. Οι εντολές αυτές πρέπει να δίδονται με δήλωση, υπό τον τύπο που καθορίζεται από το σιδηρόδρομο.

Η δήλωση αυτή πρέπει να αναγραφεί και υπογραφεί από τον αποστολέα επί του αντιγράφου της φορτωτικής, το οποίο πρέπει να προσκομίζεται στο σιδηρόδρομο.

Η υπογραφή μπορεί να αποτυπώνεται ή να αντικαθίσταται από τη σφραγίδα του αποστολέα.

Κάθε εντολή που δίδεται υπό τύπο διάφορο αυτού που καθορίζεται, είναι άκυρη».

(10) Άρθρο 31 CIM (Τροποποίηση από τον παραλήπτη)

Η παρ. 2 αναδιατυπώνεται ως εξής:

«Παρ. 2. Οι εντολές αυτές πρέπει να δίδονται με δήλωση, υπό τον τύπο που καθορίζεται από το σιδηρόδρομο.

Κάθε εντολή που δίδεται υπό τύπο διάφορο αυτού που καθορίζεται, είναι άκυρη».

Η υποπαράγραφος δ) της παρ. 3 αναδιατυπώνεται ως εξής:

«δ) έχει ορίσει σύμφωνα με την παρ. 1γ) ένα πρόσωπο, το οποίο ανέλαβε την φορτωτική, αποδέχτηκε το εμπόρευμα ή άσκησε τα δικαιώματά του σύμφωνα με το άρθρο 28 παρ. 4».

(11) Άρθρο 33 CIM (Εμπόδιο στη μεταφορά).

Η παρ. 4 αναδιατυπώνεται ως εξής:

«Παρ. 4. Αν οι οδηγίες του αποστολέα μεταβάλλουν την ένδειξη του παραλήπτη ή του σταθμού προορισμού ή δόθηκαν στο σταθμό όπου βρίσκεται το εμπόρευμα, ο αποστολέας οφείλει να τις αναγράφει στο αντίγραφο της φορτωτικής και να το προσκομίσει στο σιδηρόδρομο».

(12) Άρθρο 34 CIM (Εμπόδιο στην παράδοση)

Η παρ. 1 αναδιατυπώνεται ως εξής:

«Παρ. 1. Σε περίπτωση εμποδίου στην παράδοση του εμπορεύματος, ο σιδηρόδρομος οφείλει να ειδοποιήσει αμέσως τον αποστολέα περί τούτου, για να του ζητήσει οδηγίες».

Η παρ. 2 αναδιατυπώνεται ως εξής:

«Παρ. 2. Όταν το εμπόδιο στην παράδοση αρθεί, πριν από τη λήψη των οδηγιών του αποστολέα στο σταθμό προορισμού, το εμπόρευμα παραδίδεται στον παραλήπτη. Ο αποστολέας πρέπει να ειδοποιηθεί περί τούτου αμέσως».

Η παρ. 5 διαγράφεται.

Οι παρ. 6, 7 και 8 γίνονται παρ. 5, 6 και 7.

(13) Άρθρο 38 CIM (Τεκμήριο σε περίπτωση επαναποστολής)

Η παρ. 2 συμπληρώνεται με νέο εδάφιο δεύτερο, με το ακόλουθο κείμενο:

«Το τεκμήριο αυτό εφαρμόζεται εξ άλλου, όταν η προηγούμενη της επαναποστολής σύμβαση μεταφοράς είχε υπαχθεί σε άλλη παρεμφερή διεθνή Σύμβαση για κατ' ευθείαν διεθνή σιδηροδρομική μεταφορά και η οποία περιλαμβάνει ένα ίδιο νομικό τεκμήριο υπέρ αποστολών, οι οποίες παραδίδονται σύμφωνα με τους

Ενιαίους Νομικούς Κανόνες».

(14) Άρθρο 41 CIM (Ευθύνη σε περίπτωση απομείωσης κατά τη μεταφορά)

Η παρ. 1 αναδιατυπώνεται ως εξής:

Παρ. 1. Αναφορικά με τα εμπορεύματα, τα οποία, λόγω της φύσης τους υπόκεινται γενικά σε απομείωση (φύρα) καθ' οδόν από μόνο το γεγονός της μεταφοράς, ο σιδηρόδρομος ευθύνεται μόνο για το τμήμα της απομείωσης που υπερβαίνει, ανεξάρτητα από τη διανυθείσα διαδρομή, τα παρακάτω ποσοστά ανοχής:

α) δύο επί τοις εκατό του βάρους για τα εμπορεύματα σε ρευστή κατάσταση ή αυτά που παραδίδονται προς μεταφορά σε υγρή κατάσταση.

β) ένα επί τοις εκατό του βάρους για τα ξερά εμπορεύματα».

Η παρ. 4 αναδιατυπώνεται ως εξής:

«Παρ. 4. Σε περίπτωση ολικής απώλειας του εμπορεύματος ή σε περίπτωση απώλειας δέματος, δεν αφαιρείται η απομείωση που προκύπτει καθ' οδόν, για τον υπολογισμό της αποζημίωσης».

(15) Άρθρο 45 CIM (Περιορισμός της αποζημίωσης βάσει ορισμένων τιμολογίων).

Το πρώτο εδάφιο αναδιατυπώνεται ως εξής:

«Όταν ο σιδηρόδρομος παρέχει ιδιαίτερους όρους μεταφοράς βάσει ειδικών ή εξαιρετικών τιμολογίων, οι οποίοι περιλαμβάνουν έκπτωση στο υπολογιζόμενο σύμφωνα με τα διεθνή τιμολόγια κόμιστρο, μπορεί να περιορίσει την αποζημίωση προς τον δικαιούχο στην περίπτωση υπέρβασης της προθεσμίας παράδοσης, κατά το μέτρο που ένας τέτοιος περιορισμός αναφέρεται στο τιμολόγιο».

(16) Άρθρο 59 CIM (Διακανονισμός των λογαριασμών μεταξύ των σιδηροδρόμων)

Οι παρ. 2 και 3 αναδιατυπώνονται ως εξής:

«Παρ. 2. Ο σιδηρόδρομος αποστολής είναι υπεύθυνος για το κόμιστρο και τα άλλα τέλη, τα οποία δεν εισέπραξε, ενώ ο αποστολέας είχε αναλάβει την πληρωμή τους σύμφωνα με το άρθρο 15».

«Παρ. 3. Αν ο σιδηρόδρομος προορισμού παραδώσει το εμπόρευμα χωρίς να εισπράξει τα τέλη και τις άλλες απαιτήσεις που προκύπτουν από τη σύμβαση μεταφοράς, είναι υπεύθυνος για τα ποσά αυτά».

(17) Άρθρο 65 CIM (Παρεκκλίσεις προσωρινού χαρακτήρα)

Οι παρ. 1 και 2 αναδιατυπώνονται ως εξής:

«Παρ. 1. Αν η οικονομική και δημοσιονομική κατάσταση ενός Κράτους είναι τέτοια ώστε να προκαλεί σοβαρές δυσχέρειες για την εφαρμογή του τίτλου VI, δύο ή περισσότερα Κράτη μπορούν, με συμφωνίες, να καθιερώσουν παρεκκλίσεις στα άρθρα 15, 17 και 30 αποφασίζοντας, για τις μεταφορές με το Κράτος που έχει τις δυσχέρειες, οτι:

α) οι αποστολές με αφετηρία το καθένα από αυτά πρέπει να προπληρώνονται υποχρεωτικά από τον αποστολέα μέχρι τα σύνορα του Κράτους που έχει τις δυσχέρειες, αλλά και όχι και πέραν αυτού.

β) οι αποστολές με προορισμό το καθένα από αυτά πρέπει να προπληρώνονται υποχρεωτικά από τον αποστολέα μέχρι τα σύνορα του Κράτους που έχει τις δυσχέρειες, αλλά όχι και πέραν αυτού.

γ) οι αποστολές με προορισμό ή με αφετηρία το Κράτος που έχει τις δυσχέρειες δεν μπορούν να επιβαρύνονται με απότιση ή με προκαταβολή, εκτός αν αυτές επιτρέπονται στα όρια των καθορισμένων ποσών.

δ) ο αποστολέας δεν μπορεί να τροποποιήσει τη σύμβαση μεταφοράς όσον αφορά τη χώρα προορισμού, την προπληρωμή και την απότιση».

«Παρ. 2. Υπό τους καθοριζόμενους στην παρ. 1 όρους και με την εξουσιοδότηση των Κυβερνήσεών τους, οι σιδηρόδρομοι που βρίσκονται σε επαφή με το σιδηρόδρομο του Κράτους που έχει τις δυσχέρειες μπορούν να συμφωνήσουν παρέκκλιση των άρθρων 15, 17, 30 και 31 στις αμοιβαίες μεταφορές τους με το σιδηρόδρομο του Κράτους που έχει τις δυσχέρειες.

Μια τέτοια παρέκκλιση αποφασίζεται με την πλειοψηφία των δύο τρίτων των σιδηροδρόμων που βρίσκονται σε επαφή με το σιδηρόδρομο του Κράτους που έχει τις δυσχέρειες».

Προστίθεται νέα παράγραφος με αριθμό 5, με το ακόλουθο κείμενο:

«Παρ. 5. Ανεξάρτητα από τις διατάξεις του παρόντος άρθρου, κάθε Κράτος μπορεί να λαμβάνει μονομερή μέτρα σύμφωνα με το άρθρο 3, παρ. 4, υποπαρ. β)».

3. Οι παραπάνω τροποποιήσεις και συμπληρώσεις στους Ενιαίους Νομικούς Κανόνες CIV και CIM της σύμβασης COTIF τίθενται σε ισχύ σύμφωνα με το άρθρο 21 αυτής από 1 Ιανουαρίου 1991 καταργουμένων αυτοδικαίως των αντίστοιχων παλαιών.

Η απόφαση αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Αθήνα, 10 Οκτωβρίου 1990

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΑΝ. ΓΚΕΛΕΣΤΑΘΗΣ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

Εκδίδει την ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ από το 1833

Διεύθυνση :	Καποδιστρίου 34	Οι Υπηρεσίες του **ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ**
Ταχ. Κώδικας:	104 32	
TELEX :	22.3211 ΥΡΕΤ GR	λειτουργούν καθημερινά από **8.00'** έως **13.30'**

ΧΡΗΣΙΜΕΣ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ

* Πώληση ΦΕΚ όλων των Τευχών Καποδιστρίου 25 τηλ.: 52.39.762
* ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ: Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.188
* Για φωτοαντίγραφα παλαιών τευχών στην οδό Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.141
* Τμήμα πληροφόρησης: Για τα δημοσιεύματα των ΦΕΚ τηλ.: 52.25.713 – 52.49.547

* Οδηγίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.48.785

Πληροφορίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.25.761

* Αποστολή ΦΕΚ στην επαρχία με καταβολή της αξίας του δια μέσου Δημοσίου Ταμείου Για πληροφορίες: τηλ.: 52.48.320

Τιμές κατά τεύχος της ΕΦΗΜΕΡΙΔΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ:

Κάθε τεύχος μέχρι 8 σελίδες δρχ. 30. Από 9 σελίδες μέχρι 16 δρχ. 40, από 17 έως 24 δρχ. 50

Από 25 σελίδες και πάνω η τιμή πώλησης κάθε φύλλου (8σέλιδου ή μέρους αυτού) αυξάνεται κατά 20 δρχ.

Μπορείτε να γίνετε συνδρομητής για όποιο τεύχος θέλετε. Θα σας αποστέλλεται με το Ταχυδρομείο.

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 2531			Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 3512	
Η ετήσια συνδρομή είναι:			Ποσοστό 5% υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας του Προσωπικού (ΤΑΠΕΤ)	
α) Για το Τεύχος Α'	Δρχ.	8.500	Δρχ.	425
β) » » » Β'	»	12.500	»	625
γ) » » » Γ'	»	5.000	»	250
δ) » » » Δ'	»	12.000	»	600
ε) » » » Αναπτυξιακών Πράξεων	»	9.500	»	475
στ) » » » Ν.Π.Δ.Δ.	»	5.000	»	250
ζ) » » » ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ	»	3.000	»	150
η) » » » Δελτ. Εμπ.& Βιομ. Ιδ.	»	6.000	»	300
θ) » » » Αν. Ειδικού Δικαστηρίου	»	1.500	»	75
ι) » » » Α.Ε. & Ε.Π.Ε.	»	25.000	»	1.250
ια) Για όλα τα Τεύχη	»	55.000	»	2.750

Πληροφορίες: τηλ. 52.48.320

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ